

DU SEPTEMBRE EN MATIERE DE RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES (1)

I - Régime du commerce extérieur

Prohibitions d'exportation - Suivant avis aux exportateurs publié au J.O. du 7 septembre 1951 (M.O.C.I. 13 septembre, p. 2.207) sont à nouveau soumis à la formalité de la licence d'exportation les bois de feu d'essences résineuses (n° ex 763 du tarif), les turbines à gaz (I525 B), les aubes, aubages et retors (I539 A). Ce même avis dispense de la licence l'exportation des déchets de coton autres (blousses, déchets de fils, etc...), purs ou mélangés (n° ex. 881).

Péréemption de licences - Un avis publié au J.O. du 4 septembre 1951 (M.O.C.I. 6 septembre, p. 2158) informe les exportateurs titulaires de licences d'exportation d'animaux et de viande de l'espèce bovine que celles-ci sont périmées à compter du 4 septembre. Toutefois, en ce qui concerne les opérations en cours de réalisation, les licences seront validées pour un montant correspondant au reliquat des tonnages en cours d'exécution, sur présentation du Ministère de l'Agriculture par les exportateurs intéressés de leur titre d'exportation assorti des contrats.

B. - IMPORTATIONS

Des avis aux importateurs publiés aux J.O. des 4 et 6 septembre (M.O.C.I. 6 septembre p. 2158 et 13 septembre, p. 2206) soumettent provisoirement au régime des certificats d'importation l'importation des animaux des espèces bovine, ovine et porcine, autres que reproducteurs et de leurs viandes fraîches ou congelées, originaires et en provenance :

- 1° des pays de l'Amérique du Sud auxquels la France est liée par un accord de paiement ;
- 2° des pays de la zone sterling ne participant pas à l'O.E.C.E. ;
- 3° de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie et d'Espagne, dans le cadre des accords de paiement en vigueur.

Comités techniques d'importation - Des arrêtés du ministre de l'Industrie et de l'Énergie en date du 17 septembre 1951 (J.O. 20 septembre) ont nommé, par suite de démissions, un membre titulaire du comité technique général d'importation des produits chimiques ainsi qu'un membre titulaire et un membre suppléant du comité technique d'importation des produits de la première transformation de l'acier et du travail des métaux.

Libération des échanges - Un avis aux importateurs publié au J.O. du 9 septembre 1951 rect. 15 septembre, M.O.C.I. 13 septembre p. 2.207, rect. 20 septembre p. 2251) ajoute un certain nombre de produits à la liste des marchandises dont l'importation est libérée en application des recommandations de l'O.E.C.E.

Un avis publié au J.O. du 22 septembre 1951 (M.O.C.I. 27 septembre p. 2297) informe les importateurs de la remise sous licences des importations de brai de goudron de houille (n° 326 du tarif). Ces licences seront délivrées par l'Office des changes sans limitation de quantités pour les produits originaires et en provenance de pays de l'O.E.C.E. sur présentation d'une attestation de droit d'accès à la matière délivrée par le Dr. des Mines et de la Sidérurgie s'il s'agit de brai pour la fabrication des agglomérés ou d'une autorisation d'utilisation délivrée par le Dr. des Industries chimiques pour le brai destiné à d'autres usages.

DROITS DE DOUANE

Réduction provisoire des droits - Par arrêté du 3 septembre 1951 (J.O. 4 septembre ; M.O.C.I. 6 septembre p. 2158) les droits de douane d'importation applicables aux animaux de l'espèce ovine autres que reproducteurs de race pure sont provisoirement perçus à 25% en tarif minimum au lieu de 35%.

Suspension provisoire des droits - Par arrêté du 3 septembre 1951 (J.O. 4 septembre ; M.O.C.I. 6 septembre p. 2158) les droits de douane d'importation sont provisoirement suspendus pour les chevaux de boucherie et les viandes fraîches ou congelées des espèces chevaline, asine et mulassière.

II - Relations commerciales avec l'étranger

U.R.S.S. - Un accord relatif aux relations commerciales entre la France et l'U.R.S.S. et au statut de la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. en

France a été signé à Paris le 3 septembre 1951. Cet accord remplace l'arrangement du 29 décembre 1946 venu à expiration, dont il reprend les dispositions, sauf quelques modifications de détail. Ainsi que l'accord précédent, celui-ci ne comporte pas de listes de produits à échanger.

ITALIE - La Commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 8 décembre 1950 s'est réunie à ROME du 17 au 22 septembre 1951. Elle a constaté que le solde créditeur de l'Italie vis-à-vis de l'U.E.P. était constitué pour une part importante par le solde créditeur de ce pays vis-à-vis de la France. Pour développer les échanges franco-italiens tout en réduisant le déséquilibre de la balance des paiements qui s'est manifesté au cours des derniers mois, elle a établi des listes de contingents supplémentaires relatives à l'importation en Italie de marchandises françaises et à l'importation en France de marchandises italiennes. Une liste spéciale prévoit les importations de marchandises italiennes dans les territoires français d'outre-mer.

Une annexe à l'accord prévoit la répartition par grandes catégories de marchandises des contingents d'importation alloués aux marchandises exposées dans les foires et qui s'élèvent à 2 milliards de lires pour les exportations françaises et à 1.800 millions de lires pour les exportations italiennes. Diverses questions font l'objet de lettres annexes, notamment l'application de l'accord de paiement du 22 décembre 1946 à la zone franc, d'une part, et, d'autre part à la République de St Marin, la Somalie sous administration italienne et au territoire de Trieste sous administration militaire anglo-américaine ; l'ouverture au 15 décembre 1951 au plus tard du contingent de figues sèches italiennes ; la fixation d'un plafond mensuel d'exportation de 1 milliard de lires pour les filés de coton italiens ; l'engagement français de délivrer à concurrence de 50 tonnes des licences d'exportation de colophane ; l'assurance italienne de respecter intégralement les allocations de soufre attribuées à la France à Washington.

DANEMARK - Les négociations franco-danoises engagées à Copenhague le 4 septembre 1951 en vue du renouvellement de l'accord du 22 novembre 1950 ont abouti à la conclusion d'un accord paraphé le 15 septembre et signé le 8 octobre. Ce texte établit pour la période 1er octobre 1951 - 30 septembre 1952 le programme des échanges de marchandises encore contingentées à l'exportation. La liste des importations françaises ainsi prévues s'élève à environ 7 milliards de frs. Elle est caractérisée par la réduction de 8.000 à 3.000 T. du contingent de beurre destiné à la Métropole dans l'accord précédent, par la réduction de 11,5% du contingent de poissons de mer, par la suppression du contingent de fromages, étant entendu que les 500 tonnes figurant à l'accord de 1950, non encore débloquées, le seraient avant le 15 janvier 1952. Les autres postes sont du même ordre de grandeur qu'à l'accord précédent.

Quant à la liste des importations françaises de produits encore contingentés au Danemark elle comporte, par rapport au contingent de 1950 et en raison des restrictions indiquées ci-dessus, un abaissement du contingent de vins et spiritueux de 400 à 250 millions F., une réduction de 50 à 25 millions F. du contingent d'agrumes, dattes et figues ainsi qu'une légère réduction des contingents de marchandises considérées comme produits "de luxe" par les autorités danoises. Les autres contingents sont en général de même importance que ceux du précédent accord.

Il y a lieu de remarquer que la valeur des exportations françaises ainsi contingentées ne s'élève qu'à environ 3.600 millions de frs alors que nos autres exportations, de l'ordre de 22 milliards de frs annuellement, bénéficient de mesures de libération ou de contingents globaux ouverts à tous les pays de l'O.E.C.E.

Négociations en cours et prochaines négociations - Des négociations sont actuellement engagées avec la Suède pour le renouvellement de l'accord du 25 octobre 1950 expirant le 31 octobre 1951 et avec les Pays-Bas en vue de renouveler l'accord du 3 août 1949 prorogé successivement jusqu'au 30 juin et au 31 octobre 1951.

Des négociations commerciales seront entamées prochainement avec l'Espagne, la Suisse, l'Autriche et la Yougoslavie.

III - STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur avec les pays étrangers en juillet et en août 1951 - Les exportations françaises qui s'étaient élevées en juin à 85.213 millions F. n'ont atteint respectivement en juillet et août que 74.410 M.F. et 66.711 M.F. Quant aux importations, dont le montant était en juin de 117.730 MF....

Memento des décisions intervenues (3)

elles n'ont que peu varié en juillet (116.085 M.F.) et se sont abaissées en août à 104.429 M.F. La diminution des exportations plus sensible que celle des importations au cours des deux mois considérés fait ressortir le pourcentage de couverture des importations par les exportations à 64,10% en juillet et à 63,88% en août, contre 72,38% en juin.

Les différences les plus sensibles entre les chiffres du mois de juillet et ceux du mois de juin affectent, pour les importations : les produits agricoles et des industries alimentaires (- 1034 Millions F.), les cuirs et peaux et ouvrages en ces matières (- 1691 M.F.), le papier et ses applications (+ 2.254 M.F.), les matières premières textiles (- 1.037 M.F.), les perles, pierres gemmes, métaux précieux et bijouterie (- 2.251 M.F.) et le matériel de transport (+ 3.407 M.F.) ; pour les exportations : les produits agricoles et des industries alimentaires (- 2.217 M.F.), les matières premières textiles (- 1.045 M.F.), les filés, fils et ficelles (- 1.348 M.F.), les perles, pierres gemmes, métaux précieux et bijouterie (- 2.456 M.F.) et les métaux communs (- 1.204 M.F.).

Entre les chiffres du mois d'août et ceux du mois de juillet, les différences portent principalement : pour les importations sur les produits agricoles et des industries alimentaires (- 4.101 M.F.), les charbons (+ 2.140 M.F.), les produits pétroliers (+ 1.261 M.F.), les matières plastiques, caoutchouc et leurs applications (+ 1.103 M.F.), le papier et ses applications (- 1.474 M.F.), les matières premières textiles (- 9.385 M.F.), les perles, pierres gemmes, métaux précieux et bijouterie (+ 1.617 M.F.) et le matériel de transport (- 2.489 M.F.) ; pour les exportations, sur les produits agricoles et des industries alimentaires (- 1.095 M.F.), les filés, fils et ficelles (- 1.685 M.F.), les métaux communs (- 2.115 M.F.) et les voitures automobiles, cycles, etc.. (- 1.018 M.F.).

—

Les investissements de capitaux européens au Canada sont en progrès soit par achat de valeurs canadiennes soit sous forme d'investissements directs dans les sociétés.

En ce qui concerne les valeurs mobilières, d'après le Bureau Fédéral des Statistiques, les chiffres connus pour les 5 premiers mois de l'année font apparaître un solde de \$ 15,4 millions de ventes par le Canada à des pays autres que les Etats Unis et le Royaume Uni. Ces capitaux proviennent essentiellement d'Europe Continentale.

Il n'a pas été, par contre, publié de chiffres sur les investissements directs.

La Province de Quebec, où se sont installées déjà plusieurs entreprises européennes s'apprête à en recevoir d'autres. Parmi les usines en cours de création, on peut citer:

-Pasauld Ltd. (Angleterre) qui projette de construire une nouvelle usine pour la fabrication des tissus de laine à Dorion;

-Francis Glorieux et Cie. 5(France) qui projette de construire une usine detissus de laine à St. Hyacinthe.

-D'autres maisons de textiles vont entrer en activité à Granby et à Trois Rivières.

-Deux usines pour le travail du cuitt d'origine l'une belge, l'autre française vont être équipées à Montréal.

-Une fabrique suisse de produits pharmaceutiques s'installe à Beauharnois.

-D'autres sociétés anglaises, suisses et allemandes ont aussi des projets.

D'autres provinces ont également suscité l'intérêt de capitaux européens, notamment Terre-Neuve, l'Ontario et l'Alberta.

On vient d'annoncer à Terre-Neuve la constitution d'une nouvelle entreprise pour la fabrication d'huiles végétales et animales. L'usine dont le coût est de \$ 2,4 millions, sera construite avec des capitaux suisses et français. La moitié sera prêtée par le Gouvernement de Terre-Neuve. L'équipement mécanique doit venir d'Allemagne.

Les banquiers suisses semblent jouer le rôle principal pour l'achat de valeurs mobilières canadiennes. Mais il agissent souvent pour le compte de clients d'une autre nationalité. Après la constitution de la "Swiss Corporation of Canada Investments Ltd." et du "Crédit Suisse (Canada) Ltée.", des intérêts belges se sont récemment assuré le contrôle du "Canadian International Investment Trust" à Montréal. L'"Américan Canada Trust Fund", formé en 1938 par l'Union Bank of Switzerland pour procéder à des investissements collectifs sur ce continent, détenait fin 1950, \$ 5,1 millions au Canada contre \$ 55,9 aux Etats Unis.

Sur les \$ 24,4 millions de valeurs mobilières canadiennes achetées pendant les 5 premiers mois de 1951 par des pays autres qu'les USA et le Royaume Uni, \$ 19,4 millions ont servi à l'achat d'actions, le reste à l'achat d'obligations.

D'après les milieux compétents, les clients européens constituent des portefeuilles d'une grande variété de titres, surtout d'industries de base. Quant aux USA, ils ont investi pendant cette période \$ 241,6 millions alors que le Canada achetait pour \$ 211,1 millions de valeurs américaines. Le solde est donc de \$ 30,5 millions et représente à peu près le double du solde obtenu avec les capitaux européens.

Les achats de valeurs canadiennes par la Grande Bretagne continuent à dépasser les achats canadiens de valeurs anglaises (\$ 6,2 millions pour les 5 mois).

Les Britanniques cependant ont accru leurs investissements directs au Canada en partie du fait des clauses du prêt sans intérêt de 1942 à la Grande Bretagne.

[illegible]

Paris, le 17 octobre 1951 -1965

JE TIENS A VOTRE DISPOSITION, EN COMMUNICATION, des notes sur :

- 1) un nouvel accord commercial hollando-suisse réglant pour la période du 1er octobre 1951 au 30 septembre 1952 les échanges de marchandises non libérées dans le cadre de l'O.E.C.E. (déjà proposé dans un "En Vrac" de la lettre n° 1961 du 11 octobre) ;
- 2) les tableaux détaillés par pays de la production du coke de four, des besoins estimés de ce produit et des besoins globaux de sa consommation (déjà proposés dans les feuilles vertes annexées à la lettre n° 1963 du 15 octobre) ;

ainsi que des notes sur :

- 3) la conjoncture et le mouvement des affaires françaises en septembre 1951 ;
- 4) un projet de décret relatif à la présentation des comptes des établissements publics de l'Etat, à caractère industriel et commercial, à la commission de vérification des comptes des entreprises publiques (déjà proposé dans un "En Vrac" de la lettre 1961 du 11 octobre) ;

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050012-9

.....

- 5) les statistiques françaises et sarroises de production, de consommation de stock et de commerce extérieur des principaux produits industriels pour les mois de juin 1951, juillet 1951 et dans certains cas d'août 1951, avec référence aux moyennes mensuelles de 1938, 1949 et 1950.
-

Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050012-9